

## Agenda réglementaire

Préparer par Maître ELHADDAD – KDS














Source: SIMULATOR ONLINE

















### Échéances fiscales du mois de février 2024





















**Les télédéclarations et les télépaiements des impôts deviennent obligatoires pour l'ensemble des contribuables**









**(Personnes morales et personnes physiques professionnels), quel que soit leur chiffre d'affaires.**


















**L'application « SIMPL-Adhésion » vous permet d'adhérer aux téléservices de la DGI**  
(<https://www.tax.gov.ma/wps/portal/DGI/Teleservices>)

Type de déclaration	Date d'échéance	Déclaration
<b>Taxe sur la valeur ajoutée (TVA)</b>		
<b>Taxe sur la Valeur Ajoutée</b>	<b>Avant le 28 février 2024</b>	Télédéclaration mensuelle et télépaiement de la TVA pour le mois de janvier 2024 doivent être effectués avant l'expiration du mois de février 2024 pour les redevables assujettis selon le régime de la déclaration mensuelle (Articles 110  , 111  , 112  et 115  du CGI imprimés ADC080B-23I  , ADC082B-17I  , ADC081B-14I  ).
<b>Taxe sur la Valeur Ajoutée</b>	<b>Avant le 28 février 2024</b>	Les contribuables effectuant concurremment des opérations taxables et des opérations situées en dehors du champ d'application de la taxe ou exonérées en vertu des dispositions de l'article 91  sont tenus de déposer avant le 1er mars au service local des impôts dont ils dépendent une déclaration du prorata (article 113  du CGI et imprimé ADC110B-17I  ).
<b>Impôt sur le revenu (IR)</b>		
<b>Impôt sur le revenu (IR)</b>	<b>Avant le 28 février 2024</b>	Versement par procédés électroniques de l'IR retenu à la source au titre du mois de janvier 2024 par les employeurs et débirentiers sur les revenus salariaux et assimilés (article 174-I  du CGI et imprimés modèles RSC010B-18I  , RSM030B-18I  ). Sont considérés comme revenus salariaux pour l'application de l'impôt sur le revenu, les traitements les salaires, les indemnités et émoluments allocations spéciales, les remboursements forfaitaires de frais et autres rémunérations allouées aux dirigeants des sociétés, les pensions, les rentes viagères, les avantages en argent ou en nature accordés en sus des revenus précités






<b>Impôt sur le revenu (IR)</b>	<b>Avant le 28 février 2024</b>	Versement de l'impôt au taux de 20%, pour une période maximale de 10 ans à compter de la date de prise de leurs fonctions sur traitements, sur les émoluments et salaires bruts versés aux salariés qui travaillent pour le compte des sociétés ayant le statut « Casablanca Finance City », (Article 73-II-F-9  et imprimé RSP080B-18I  ) à souscrire avant le 1er mars de chaque année. Ce taux ne s'applique pas aux établissements de crédit et des entreprises d'assurances et de réassurance
<b>Impôt sur le revenu (IR)</b>	<b>Avant le 28 février 2024</b>	Les employeurs privés domiciliés ou établis au Maroc ainsi que les administrations et autres personnes morales de droit public sont tenus de remettre, avant le 1 mars 2024, la déclaration des traitements et salaires n° ADC040B-21I  prévue à l'article 79  du CGI comprenant :  - l'état du personnel permanent, - l'état des éléments exonérés - l'état concernant les rémunérations et indemnités occasionnelles - la liste des stagiaires bénéficiant de l'exonération - l'état concernant les bénéficiaires d'options de souscription ou d'achats d'actions ou de distribution d'actions gratuites (Article 79-III  ) - l'état concernant les bénéficiaires d'abondement dans le cadre d'un plan d'épargne entreprise (Article 79-IV  )  - liste des salariés bénéficiant de l'exonération (Articles 57-20°  , 247-XXXIII  et 247 bis-V  du CGI)  - la liste des doctorants (Articles 57-21°  )
<b>Impôt sur le revenu (IR)</b>	<b>Avant le 28 février 2024</b>	Les sociétés d'assurance débirentières de prestations sous forme de capital ou de rentes, doivent souscrire avant le 1er mars 2024, une déclaration sur l'imprimé ADM040B-20I  prévu par l'article 81-II  , récapitulant tous les assurés ayant perçu des prestations au titre des contrats de capitalisation ou d'assurance sur la vie au cours de 2023.
<b>Impôt sur le revenu (IR)</b>	<b>Avant le 28 février 2024</b>	Dépôt d'une déclaration de leur revenu global de l'année précédente, avant le 1 <sup>er</sup> mars de chaque année, pour les titulaires de revenus autres que les revenus professionnels (Article 82  ) et imprimé ADP010B-20I  ;
<b>Impôt sur le revenu (IR)</b>	<b>Avant le 28 février 2024</b>	Versement de la retenue à la source, opérée le mois de janvier 2024, sur les rémunérations versées, mises à disposition ou inscrites en compte des personnes physiques ou morales non-résidentes par les contribuables payant ou intervenant dans le paiement desdites rémunérations (Article 160-I  ) du CGI et imprimé RSC040B-18I  .

		Lorsque la personne physique ou morale non-résidente est payée par un tiers non-résident, l'impôt est dû par l'entreprise ou l'organisme client au Maroc. (Article 160-I  du CGI et imprimé RSC040B-18I  .
<b>Impôt sur le revenu (IR)</b>	<b>Avant le 28 février 2024</b>	Versement de la retenue à la source, opérée en janvier 2024, sur les produits de placement à revenus fixes et les revenus des certificats de sukuk versés, mis à disposition ou inscrits en compte des bénéficiaires par les établissements de crédit publics et privés, les sociétés et les établissements (articles 159  , 171  et 174-II  du CGI Modèle RSC030B-18I  .
<b>Impôt sur le revenu (IR)</b>	<b>Avant le 28 février 2024</b>	Versement de la retenue à la source, opérée en janvier 2024, sur les produits de placement à revenus fixes et les revenus des certificats de sukuk versés, mis à disposition ou inscrits en compte des bénéficiaires par les établissements de crédit publics et privés, les sociétés et les établissements (articles 159  , 171  et 174- II  du CGI Modèle RSC030B-18I  .
<b>Impôt sur le revenu (IR)</b>	<b>Avant le 28 février 2024</b>	Recouvrement par voie de retenue à la source au titre des profits de capitaux mobiliers par procédés électroniques par les intermédiaires financiers habilités teneurs de comptes titres pour les profits sur cessions de valeurs mobilières et autres titres de capital et de créance intervenues en janvier 2024 (Article 174-II-B  et imprimé RSM070B-16I  .
<b>Impôt sur le revenu (IR)</b>	<b>Avant le 28 février 2024</b>	Versement de la retenue à la source au titre des revenus fonciers versés à des personnes physiques par des personnes morales de droit public ou privé ainsi que par des personnes physiques dont les revenus professionnels sont déterminés selon le régime du résultat net réel ou celui du résultat net simplifié, prélevée en janvier 2024 (Articles 160 bis  et 174-I  et imprimé RSC060B-23I  .
<b>Impôt sur le revenu (IR)</b>	<b>Avant le 28 février 2024</b>	Versement par paiement spontané par le cédant afférent aux profits constatés ou réalisés à l'occasion de la cession de biens immobiliers ou de droits réels s'y rattachant, dans le délai de de 30 jours qui suivent la date de la cession accompagnée de la déclaration des profits immobiliers (Article 83-I  imprimés RSP020B-18I  ADP020B-23I  .
<b>Impôt sur le revenu (IR)</b>	<b>Avant le 28 février 2024</b>	Versement de la retenue à la source au taux de 10% à appliquer sur le montant des honoraires, commissions, courtages et autres rémunérations de même nature allouées, mises à la disposition ou inscrites en compte des personnes soumises à l'impôt sur le revenu selon le régime du résultat net réel ou celui du résultat net simplifié (Articles 45 bis  et 7-II-B-8°  .
		La retenue à la source doit être opérée, pour le compte du Trésor, par :

		<p>* l'Etat, les collectivités territoriales et les établissements et entreprises publics et leurs filiales qui versent, mettent à la disposition ou inscrivent en compte les rémunérations allouées aux personnes morales ;</p> <p>* les personnes morales de droit public ou privé et les personnes physiques dont les revenus sont déterminés selon le régime du résultat net réel ou celui du résultat net simplifié, qui versent, mettent à la disposition ou inscrivent en compte lesdites rémunérations versées aux personnes physiques soumises à l'impôt sur le revenu selon le régime du résultat net réel ou celui du résultat net simplifié (Articles 157 , 171 I  et 174-V  du CGI modèle RSC015B-23I )</p>
<b>Impôt sur le revenu (IR)</b>	<b>Avant le 28 février 2024</b>	<p>Déclaration annuelle des revenus fonciers pour les propriétaires personnes physiques qui donnent en location des biens immeubles à des particuliers ainsi qu'à des personnes soumises à l'obligation de retenue à la source en matière de revenus fonciers. La retenue est de 10% si le montant est &lt; 120.000 dirhams et de 15% si le montant est &gt; 120.000 dirhams.</p> <p>Toutefois, les personnes ayant l'obligation d'effectuer la retenue à la source sont dispensées, lorsque le montant des revenus fonciers annuels brut imposable versé à un propriétaire ne dépasse pas 30.000 DH.</p>
<b>Impôt sur le revenu (IR)</b>	<b>Avant le 28 février 2024</b>	<p>Déclaration des revenus fonciers versés à des personnes physiques par des personnes physiques dont les revenus professionnels sont déterminés selon le régime du résultat net réel ou celui du résultat net simplifié (Article 154 bis  et imprimé ADC050B-20I )</p> <p>Les personnes physiques dont les revenus professionnels sont déterminés selon le régime du résultat net réel ou celui du résultat net simplifié, qui versent des revenus fonciers à des personnes physiques, doivent souscrire auprès de l'administration fiscale une déclaration par procédés électroniques au titre desdits revenus.</p>
<b>Impôt sur les sociétés (IS)</b>		
<b>Impôt sur les sociétés (IS)</b>	<b>Avant le 28 février 2024</b>	<p>Versement de l'IS au titre des sommes encaissées en janvier 2024, pour les sociétés non-résidentes adjudicataires de marchés de travaux, de construction ou de montage ayant opté à l'imposition forfaitaire au taux de 8% (Article 16  imprimé RSM020B-16I )</p>

<p><b>Impôt sur les sociétés (IS)</b></p>	<p><b>Avant le 28 février 2024</b></p>	<p>Versement de la retenue à la source au taux de 5% appliqué sur le montant des honoraires, commissions, courtages et autres rémunérations de même nature allouées, mises à la disposition ou inscrites en compte des personnes morales soumises à l'IS et versées par l'Etat, les collectivités territoriales et les établissements et entreprises publics et leurs filiales (Articles 15 bis  du CGI)</p> <p>La retenue à la source ci-dessus mentionnée doit être opérée, pour le compte du Trésor par l'Etat, les collectivités territoriales et les établissements et entreprises publics et leurs filiales qui versent, mettent à la disposition ou inscrivent en compte les rémunérations allouées aux personnes morales ;</p> <p>La retenue à la source précitée sera imputable sur le montant de l'impôt sur les sociétés (Articles 157-I , 171 I  et 174-V  du CGI Modèle RSC015B-23I ).</p>
<p><b>Impôt sur les sociétés (IS)</b></p>	<p><b>Avant le 28 février 2024</b></p>	<p>Versement de la retenue à la source, opérée le mois de janvier 2024, sur les rémunérations versées, mises à disposition ou inscrites en compte des personnes non-résidentes par les contribuables payant ou intervenant dans le paiement desdites rémunérations (Article 160-I  du CGI et imprimé RSC040B-18I ).</p> <p>Lorsque la personne physique ou morale non-résidente est payée par un tiers non-résident, l'impôt est dû par l'entreprise ou l'organisme client au Maroc. (Article 160-I  du CGI et imprimé RSC040B-18I ).</p>
<p><b>Impôt sur les sociétés (IS)</b></p>	<p><b>Avant le 28 février 2024</b></p>	<p>Versement de la retenue à la source, opérée en janvier 2024, sur les produits des actions parts sociales et revenus assimilés versés, mis à disposition ou inscrits en compte des bénéficiaires au Maroc ou à l'étranger par les établissements de crédit publics et privés, les sociétés et établissements (articles 158 , 171  et 174-II  du CGI Modèle RSC050B-23I ).</p>
<p><b>Impôt sur les sociétés (IS)</b></p>	<p><b>Avant le 28 février 2024</b></p>	<p>Versement de la retenue à la source, opérée en janvier 2024, sur les produits de placement à revenus fixes et les revenus des certificats de sukuk versés, mis à disposition ou inscrits en compte des bénéficiaires par les établissements de crédit publics et privés, les sociétés et les établissements (articles 159 , 171  et 174-II  du CGI Modèle RSC030B-18I ).</p>
<p><b>Impôt sur les sociétés (IS)</b></p>	<p><b>Avant le 28 février 2024</b></p>	<p>Les personnes morales de droit public ou privé qui versent des revenus fonciers à des personnes physiques, doivent souscrire auprès de</p>



		l'administration fiscale une déclaration au titre desdits revenus. (Article 154 bis  du C.G.I et imprimé ADC050B-20I  )
<b>Impôt sur les sociétés (IS)</b>	<b>Avant le 28 février 2024</b>	<p>Versement de l'impôt dû par les sociétés non-résidentes n'ayant pas d'établissement au Maroc, au titre des plus-values résultant des cessions de valeurs mobilières réalisées au Maroc à déposer en même temps que la déclaration du résultat fiscal et du chiffre d'affaires, de l'impôt sur les sociétés dû par les sociétés non-résidentes sur les cessions de valeurs mobilières réalisées. (Articles 20-III , 170-VIII  du C.G.I et imprimé ADM100B-16I )</p> <p>Cette déclaration doit être déposée dans les 30 jours qui suivent le mois au cours duquel lesdites cessions ont été réalisés</p>
<b>Taxe sur les terrains urbains non bâtis</b>		
<b>Déclaration des terrains</b>	<b>Avant le 28 février 2024</b>	Les propriétaires ou les possesseurs des terrains urbains non bâtis soumis à la taxe ou exonérés doivent déposer avant le 1er mars de chaque année une déclaration desdits terrains au service d'assiette communal, établie sur ou d'après un imprimé-modèle de l'administration, faisant ressortir tous les éléments de liquidation de la taxe.
<b>Droits de Timbre</b>		
<b>Droits de Timbre</b>	<b>Avant le 28 février 2024</b>	<p>Sont payables sur télédéclaration :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les droits de timbre au taux de 5% sur les annonces publicitaires sur écran ;</li> <li>- les droits de timbre au taux de 0.25 % pour les quittances pures et simples ou acquits donnés au pied des factures et mémoires, reçus ou décharges de sommes et tous titres qui emportent libération ou décharge réglés en espèce ;</li> </ul> <p>Toutefois, ne sont pas soumis aux dispositions de l'alinéa précédent :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les contribuables <u>n'ayant pas la qualité de commerçant</u>,</li> <li>- les professionnels non soumis à l'obligation de tenue de la comptabilité d'après le régime du résultat net réel c'est-à-dire dont le chiffre d'affaires annuel du dernier exercice clos est égal ou supérieur à 2.000.000 de dhs ;</li> <li>- les stations de distribution du carburant en détail en ce qui concerne les quittances des ventes des produits pétroliers qu'elles ont réalisées.</li> </ul> <p>Le paiement des droits de timbre sur déclaration concerne :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les exploitants de salles de spectacles cinématographiques et les organismes chargés de la gestion ou de la vente des espaces publicitaires sur écran qui doivent déposer chaque mois une déclaration des annonces publicitaires effectuées au cours du mois précédent par les annonceurs</li> </ul>



de publicité et verser les droits correspondants, auprès du receveur de l'administration fiscale compétent

Toutefois, lorsque les annonces sont effectuées auprès d'organismes non-résidents chargés de la gestion ou de la vente des espaces publicitaires sur écran, le dépôt de la déclaration et le paiement des droits de timbre sont effectués par les annonceurs de publicité

Les entreprises doivent verser les droits perçus au titre d'un mois avant l'expiration du mois suivant.

étent avant l'expiration du mois suivant.